



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

Marseille, le 02 DEC. 2020

Bureau des Installations et des Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : Rémy LUCOT

remy.lucot@bouches-du-rhone.gouv.fr

☎ 04.84.35.42.77

Ref : 2020-415-PC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2020-415-PC

modifiant l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 autorisant la société DURANCE GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière sise aux lieux-dits « Les Chapeliers, les Vieilles Iscles, le Fort de Peyrolles » à Peyrolles-en-Provence et « Le Fort de Jouques, Le Pavillon, Le Logis d'Anne » à Jouques

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 autorisant la société DURANCE GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière sise aux lieux-dits « Les Chapeliers, les Vieilles Iscles, le Fort de Peyrolles » à Peyrolles-en-Provence et « Le Fort de Jouques, Le Pavillon, Le Logis d'Anne » à Jouques ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société DURANCE GRANULATS le 27 septembre 2018 concernant la modification du phasage d'exploitation et de réaménagement de la carrière, et le dossier joint ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône en date du 09 octobre 2018 ;

Vu la version 2 du dossier précité, complété et modifié, datée de juin 2019, reçue en préfecture le 03 juillet 2019 ;

Vu l'avis de la Commission départementale de préservations des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du 21 octobre 2019, réuni en session du 11 octobre 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 septembre 2020;

Vu le courrier adressé le 5 octobre 2020 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu le courrier en réponse de l'exploitant en date du 7 octobre 2020,

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-22, R. 181-24 à R. 181-30, R. 181-32, et ne nécessite pas l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'actualiser l'autorisation environnementale ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des BdR ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société DURANCE GRANULATS dont le siège social est situé Route de la Durance, 13960 Peyrolles-en-Provence, qui est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de Peyrolles-en-Provence et Jouques, une carrière de matériaux alluvionnaires et une installation de broyage-concassage-criblage des matériaux extraits, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS/COMPLÉTÉS

Article 2.1. Classement ICPE

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé, est remplacé par le tableau suivant :

Désignation des installations	Nomenclature ICPE	Capacité	Classement
Exploitation de carrières	2510-1	1 300 000 t/an	A
Broyage, concassage, criblage, de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels - Installation de traitement des matériaux : 3 700 kW (650 t/h) - Précriblage et bandes transporteuses (tapis de plaine) : 1 200 kW	2515-1.a)	4 900 kW	E
Station de transit de matériaux pulvérulents	2516-1	30 000 m ³	E
Station de transit de produits minéraux solides	2517-1	150 000 m ³	E
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. - Stockage enterré : une cuve de capacité 5 m ³ d'huiles usagées, soit 4,5 t - Stockage aérien de GNR / GR : • une cuve de capacité 40 m ³ et deux cuves de capacité	4734-1.c) 4734-2.c)	4,5 t 79 t	NC D

Désignation des installations	Nomenclature ICPE	Capacité	Classement
1 m ³ de GNR, soit 35,7 tonnes <ul style="list-style-type: none"> une cuve de 15 m³ et une cuve de 35 m³ de GR, soit 41,5 tonnes deux cuves de 1 m³ d'huile, soit 1,8 tonne. 			
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	1435-2	Volume équivalent annuel distribué : 200 m ³	D
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	2930-1	< 2 000 m ²	NC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Article 2.2. Volume et durée d'extraction

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

*L'autorisation d'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté (soit jusqu'au 11 décembre 2042), **remise en état incluse**. Elle porte sur l'extraction d'environ 8 millions de mètres cube soit 17,6 millions de tonnes.*

*L'extraction (proprement dite) des matériaux alluvionnaires, qui s'effectue désormais uniquement dans les secteurs « à sec », est autorisée jusqu'au **31 décembre 2028**.*

Article 2.3. Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé, sont complétées par les dispositions suivantes :

Le montant de la garantie financière pour les autres périodes quinquennales est le suivant :

Période	Montant (en euros)
T0+5 à T0+10 ans	526 052
T0+10 à T0+15 ans	812 562
T0+15 à T0+20 ans	1 306 276
T0+20 à T0+25 ans	767 183
T0+25 à T0+30 ans	259 827

Le nouvel acte de cautionnement d'un montant de 526 052 € est transmis au préfet dans le mois qui suit la notification du présent arrêté.

Article 2.4. Remise en état

Les dispositions de l'article 3.1.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé, sont complétées par les dispositions suivantes :

*Dans les secteurs d'exploitation à sec, la remise en état consiste à reconstituer des terres agricoles. La surface exploitée est remblayée par la constitution d'un matériau composé d'un mélange des limons issus du lavage des granulats, des matériaux et déchets inertes terreux issus d'installations de tri (de type "technosol" ou équivalent). Au nord de l'autoroute, **ainsi que dans le secteur de Fort de Jouques Sud** et dans le secteur du Fort de Peyrolles-en-Provence, le remblayage, y compris l'apport de terre végétale, est réalisé jusqu'à retrouver le niveau initial du terrain naturel. Dans les autres secteurs, la même technique*

est utilisée jusqu'au niveau – 2 mètres et le terrain naturel. Les talus ont une pente de 5/1 (5 en longueur pour 1 en hauteur).

*Sur le secteur du Logis d'Anne, une phase « transitoire » jusqu'en 2038 permet aux exploitants agricoles de valoriser les terrains extraits par leur mise en culture, dans l'attente de leur remise en état effective au plus tard en **2039**.*

Trois ans de convalescence sont ensuite nécessaires avant la restitution de terrains aux exploitants agricoles.

Les derniers terrains sont définitivement remis en état et restitués aux exploitants agricoles au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation de l'installation classée sous la rubrique 2510, soit le 11 juin 2042.

Le réaménagement en phase transitoire, consiste en un régalaage des terres de découverte en fond de fouille (avant leur mise à disposition).

Avant la mise en place du réaménagement final, les terres « de découverte » desdits terrains sont (à nouveau) décapées et stockées conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du présent arrêté. Elles sont ensuite régalaées sur les terrains reconstitués.

Pour le réaménagement agricole de la carrière, l'exploitant (Durance Granulats) recourt à des tiers experts, afin de suivre et vérifier le bon fonctionnement des sols reconstitués, la productivité des parcelles réaménagées y compris en phase transitoire, ainsi que l'absence d'impact (négatif) sur l'environnement du réaménagement agricole.

Un bilan du réaménagement agricole est réalisé tous les 4 ans.

La quantité de déchets inertes mis en remblais dans la carrière pour son réaménagement agricole (secteurs extraits à sec) est en moyenne de 159 000 m³/an (soit environ 350 000 t/an), de 2019 à 2039.

Sur cette période (2019 à 2039), le volume global de déchets inertes nécessaires au réaménagement des secteurs extraits à sec est de 3 315 000 m³, soit environ 7 300 000 tonnes.

Article 2.5. Plans de phasage

Les plans de phasage cités aux articles 1.6.1 et 3.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé sont remplacés par les plans de phasage des travaux et de remise en état annexés au présent arrêté.

Article 2.6. Commission locale de concertation et de suivi

Les dispositions de l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral n°2012-498 C du 11 décembre 2012 susvisé, sont supprimées et remplacées par les suivantes :

Une commission locale de concertation et de suivi est maintenue. Elle est au moins composée des représentants suivants :

- du Préfet
- de la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- du Directeur départemental des Territoires et de la Mer
- des communes de Peyrolles-en-Provence et de Jouques
- de la Métropole d'Aix-Marseille (Conseil de territoire)
- de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône
- des associations de protection de l'environnement
- du Directeur du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance
- du Directeur des services d'incendie et de secours
- de l'exploitant.

Cette commission se réunit une fois par an et sur demande motivée de l'un des participants.

Son rôle est d'examiner les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière. L'exploitant en assure le secrétariat.

Des sessions spécifiques au réaménagement agricole ont lieu chaque année avec les parties directement concernées, afin de suivre ses incidences sur la production agricole et l'environnement.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R181-50 du Code de l'Environnement, par voie postale où par l'application Télérecours Citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr ;

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 - PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Jouques et Peyrolles et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture des Bouches-du-Rhône

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

- La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
- La Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement
- Le Maire de Jouques
- Le Maire de Peyrolles-en-Provence

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Marseille, le 02 DEC. 2020

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

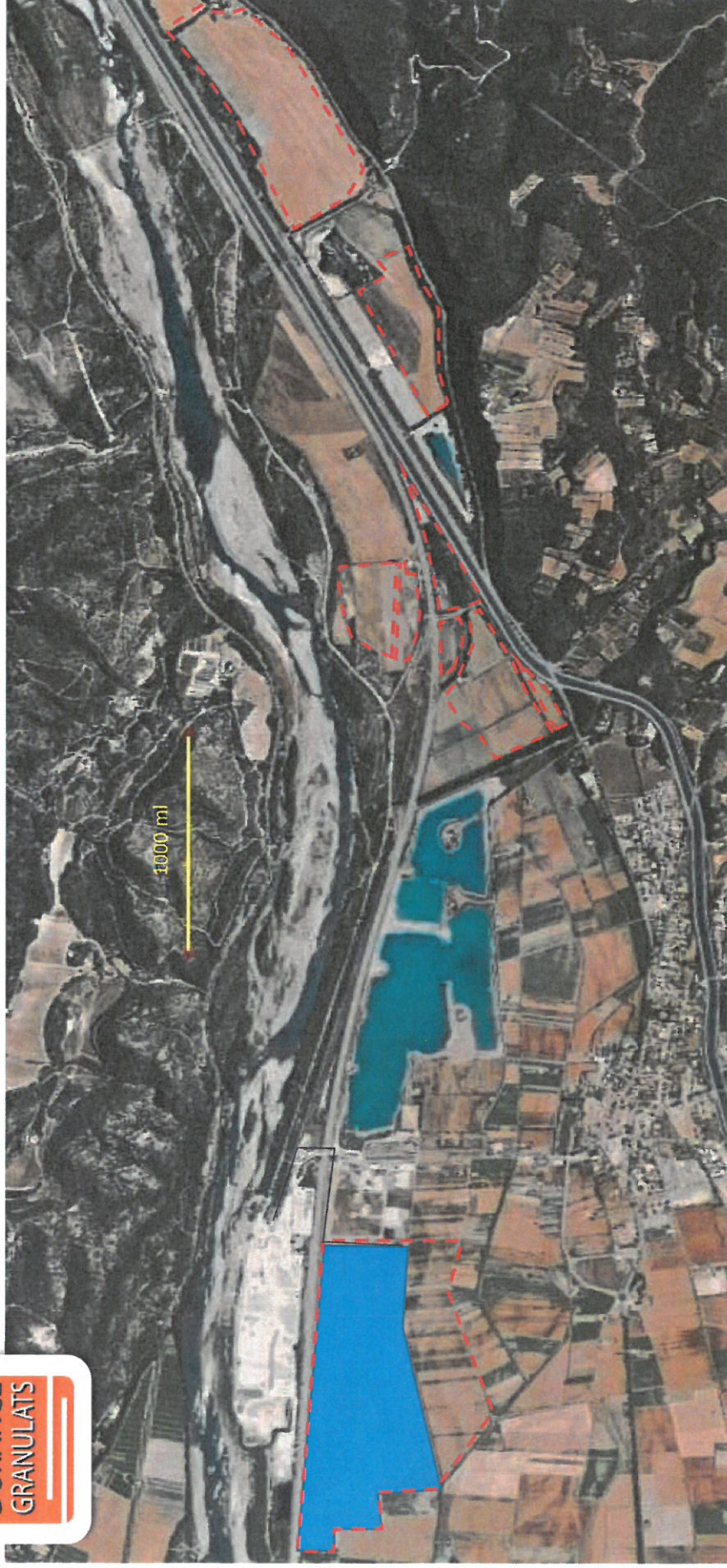
Juliette TRIGNAT

POUR LE PPEL
Le chef de bureau,

SECRET

**T0 : DÉMARRAGE NOUVEL AP
DÉCEMBRE 2012**

W. J. 1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050
2051
2052
2053
2054
2055
2056
2057
2058
2059
2060
2061
2062
2063
2064
2065
2066
2067
2068
2069
2070
2071
2072
2073
2074
2075
2076
2077
2078
2079
2080
2081
2082
2083
2084
2085
2086
2087
2088
2089
2090
2091
2092
2093
2094
2095
2096
2097
2098
2099
2100
2101
2102
2103
2104
2105
2106
2107
2108
2109
2110
2111
2112
2113
2114
2115
2116
2117
2118
2119
2120
2121
2122
2123
2124
2125
2126
2127
2128
2129
2130
2131
2132
2133
2134
2135
2136
2137
2138
2139
2140
2141
2142
2143
2144
2145
2146
2147
2148
2149
2150
2151
2152
2153
2154
2155
2156
2157
2158
2159
2160
2161
2162
2163
2164
2165
2166
2167
2168
2169
2170
2171
2172
2173
2174
2175
2176
2177
2178
2179
2180
2181
2182
2183
2184
2185
2186
2187
2188
2189
2190
2191
2192
2193
2194
2195
2196
2197
2198
2199
2200
2201
2202
2203
2204
2205
2206
2207
2208
2209
2210
2211
2212
2213
2214
2215
2216
2217
2218
2219
2220
2221
2222
2223
2224
2225
2226
2227
2228
2229
2230
2231
2232
2233
2234
2235
2236
2237
2238
2239
2240
2241
2242
2243
2244
2245
2246
2247
2248
2249
2250
2251
2252
2253
2254
2255
2256
2257
2258
2259
2260
2261
2262
2263
2264
2265
2266
2267
2268
2269
2270
2271
2272
2273
2274
2275
2276
2277
2278
2279
2280
2281
2282
2283
2284
2285
2286
2287
2288
2289
2290
2291
2292
2293
2294
2295
2296
2297
2298
2299
2300
2301
2302
2303
2304
2305
2306
2307
2308
2309
2310
2311
2312
2313
2314
2315
2316
2317
2318
2319
2320
2321
2322
2323
2324
2325
2326
2327
2328
2329
2330
2331
2332
2333
2334
2335
2336
2337
2338
2339
2340
2341
2342
2343
2344
2345
2346
2347
2348
2349
2350
2351
2352
2353
2354
2355
2356
2357
2358
2359
2360
2361
2362
2363
2364
2365
2366
2367
2368
2369
2370
2371
2372
2373
2374
2375
2376
2377
2378
2379
2380
2381
2382
2383
2384
2385
2386
2387
2388
2389
2390
2391
2392
2393
2394
2395
2396
2397
2398
2399
2400
2401
2402
2403
2404
2405
2406
2407
2408
2409
2410
2411
2412
2413
2414
2415
2416
2417
2418
2419
2420
2421
2422
2423
2424
2425
2426
2427
2428
2429
2430
2431
2432
2433
2434
2435
2436
2437
2438
2439
2440
2441
2442
2443
2444
2445
2446
2447
2448
2449
2450
2451
2452
2453
2454
2455
2456
2457
2458
2459
2460
2461
2462
2463
2464
2465
2466
2467
2468
2469
2470
2471
2472
2473
2474
2475
2476
2477
2478
2479
2480
2481
2482
2483
2484
2485
2486
2487
2488
2489
2490
2491
2492
2493
2494
2495
2496
2497
2498
2499
2500
2501
2502
2503
2504
2505
2506
2507
2508
2509
2510
2511
2512
2513
2514
2515
2516
2517
2518
2519
2520
2521
2522
2523
2524
2525
2526
2527
2528
2529
2530
2531
2532
2533
2534
2535
2536
2537
2538
2539
2540
2541
2542
2543
2544
2545
2546
2547
2548
2549
2550
2551
2552
2553
2554
2555
2556
2557
2558
2559
2560
2561
2562
2563
2564
2565
2566
2567
2568
2569
2570
2571
2572
2573
2574
2575
2576
2577
2578
2579
2580
2581
2582
2583
2584
258



Tapis Roulant

Zone découpée

Extraction à sec / en eau

Périmètre du projet

Exploitation agricole transitoire

Réaménagement agricole terminé

POUR LE PRÉFET
Le chef de Bureau,

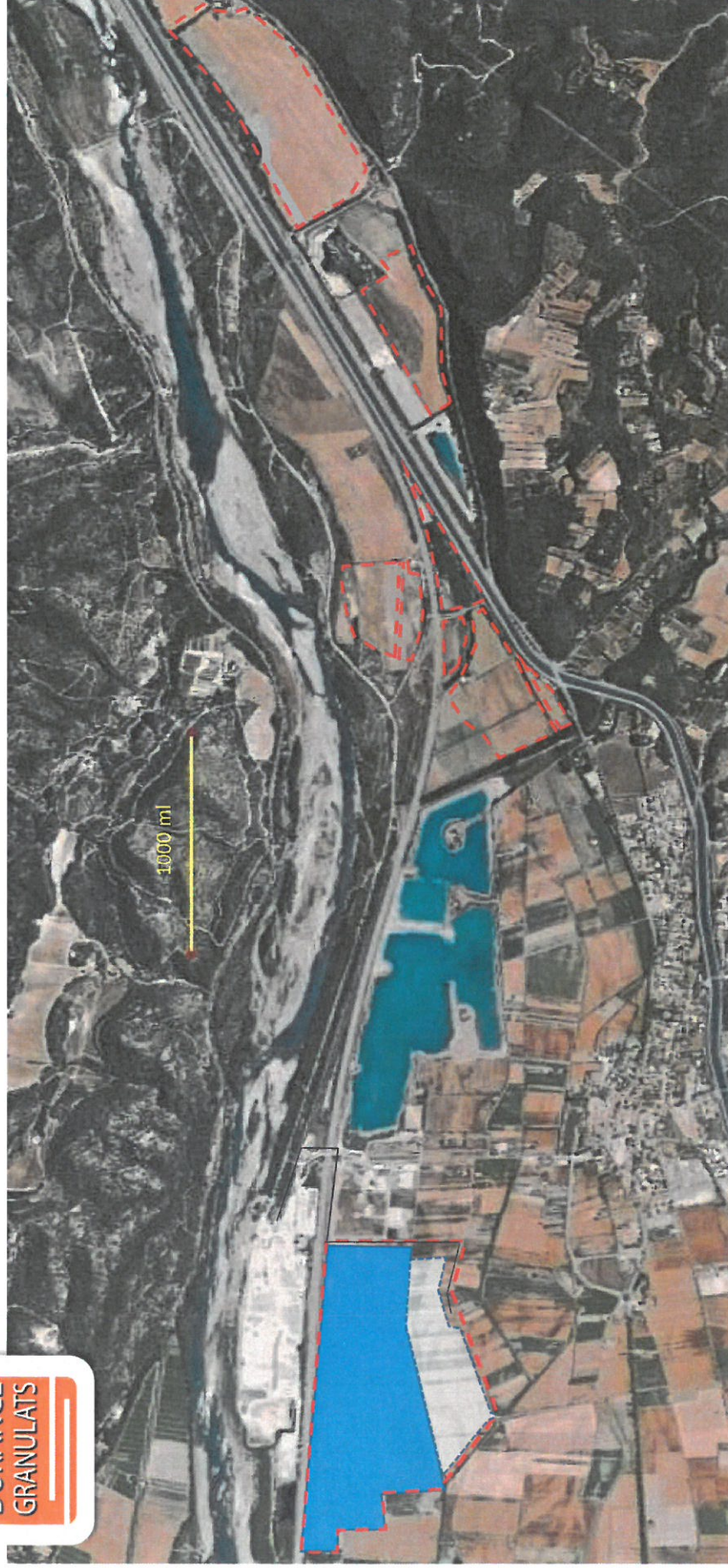
GILLES BERTOTHY

T0 + 5 ANS :

DÉCEMBRE 2017

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2020-415-PC
du 2 décembre 2020

DURANCE
GRANULATS



Tapis Roulant

Zone décapée

Extraction à sec / en eau

Périmètre du projet

Exploitation agricole transitoire

Réaménagement agricole terminé

POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,

Guillemette
Guillemette BERTOTHY

**T0 + 10 ANS :
DÉCEMBRE 2022**

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2020-615 PC
du 2 décembre 2020

DURANCE
GRANULATS



— Tapis Roulant

■ Zone décapée

■ Extraction à sec / en eau



Périmètre du projet

Exploitation agricole transitoire

Réaménagement agricole terminé

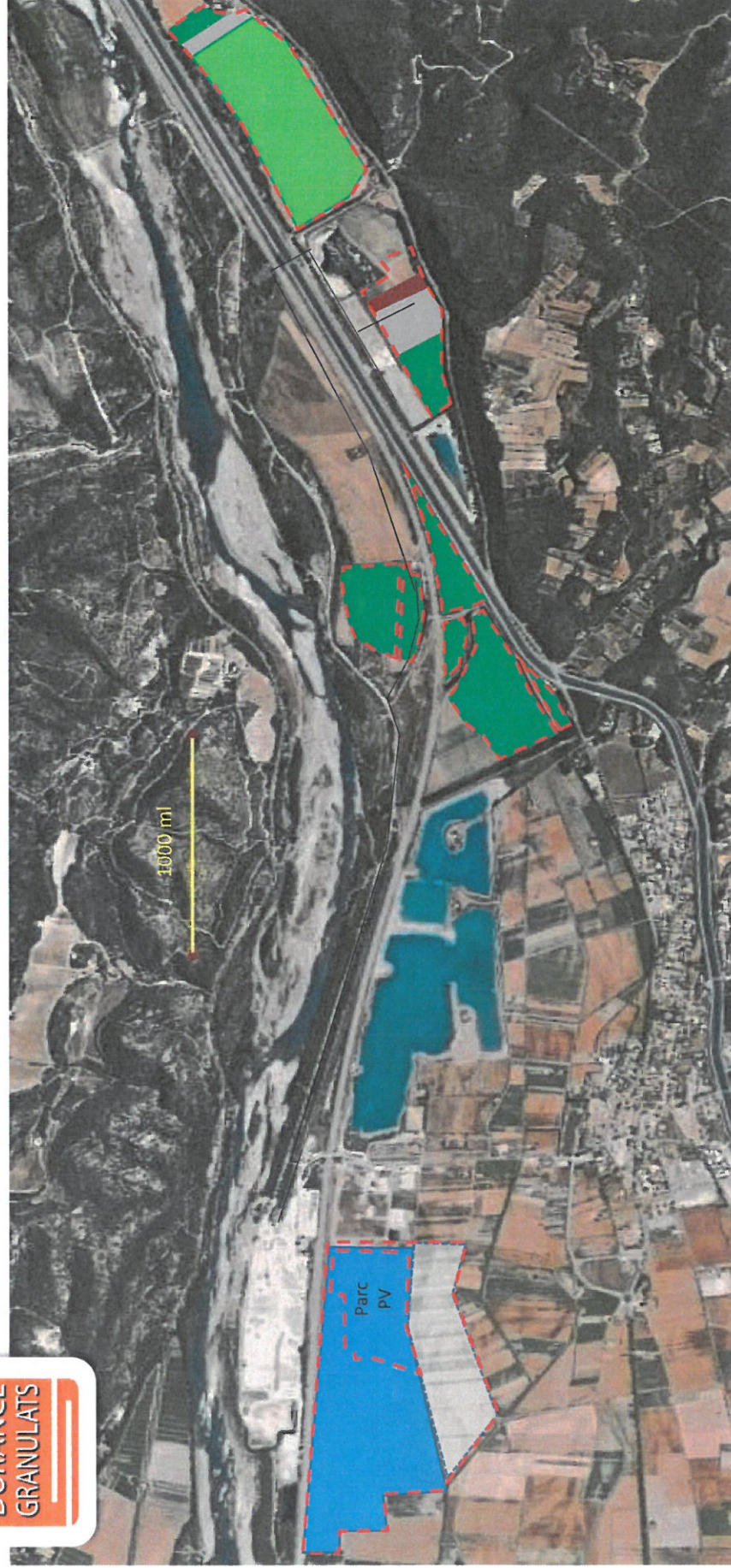
POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,

GILLES BERTOTHY

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2020-415 PC
du 2 décembre 2020

T0 +15 ANS :
DÉCEMBRE 2027

DURANCE
GRANULATS



Tapis Roulant

Zone décapée

Extraction à sec / en eau

Périmètre du projet

Exploitation agricole transitoire

Réaménagement agricole terminé

POUR LE PRÉFET
Le chef de Bureau,
Gilles BERTOTH

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 20.20-415 PC
du 2 décembre 2020

T0 + 20 ANS : DÉCEMBRE 2032



- | | | | |
|--|---------------------------|--|-----------------------------------|
| | Tapis Roulant | | Périmètre du projet |
| | Zone décapée | | Exploitation agricole transitoire |
| | Extraction à sec / en eau | | Réaménagement agricole terminé |

POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,
Gilles BERTHOUD

T0 + 25 ANS :
DÉCEMBRE 2037

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2020-415 PC
du 2 décembre 2020



- | | |
|---|-----------------------------------|
|  | Périmètre du projet |
|  | Exploitation agricole transitoire |
|  | Réaménagement agricole terminé |
|  | Zone décapée |
|  | Extraction à sec / en eau |

POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,

GUILLAUME BERTOT

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2020-615 PC
du 2 décembre 2020

**T0 + 30 ANS :
DÉCEMBRE 2042**

DURANCE
GRANULATS



Tapis Roulant

Zone décapée

Extraction à sec / en eau



Périmètre du projet

Exploitation agricole transitoire

Réaménagement agricole terminé